

Articles des participants 2005:

Le rôle des politiques publiques dans la production du bouc émissaire

L'Etat, c'est toi !

Coincé dans une salle sans fenêtre à l'abri des protestations populaires, le Conseil des Sages présente son rapport aux membres des délégations internationales. Le thème de la journée est délicat : le rôle de l'Etat (France, Belgique et Canada/Québec) dans la construction du bouc émissaire.

Très vite, le rapporteur épingle l'existence, sur les territoires français, belge et canadien, de lois d'exception et la mise en place de politiques restrictives en matière de liberté individuelle. Ces législations, légitimées à la suite des attentats du 11 septembre contribuent à influencer puissamment l'imaginaire collectif.

Mais déjà une première différence d'approche surgit dès que la catégorisation administrative vient sur la table des discussions. Au Québec, les formulaires administratifs incluent des informations qui permettent le repérage basé sur des catégories ethno-culturelles dans le but de favoriser la diversité à l'embauche, alors qu'il est inimaginable dans le contexte franco-belge d'enregistrer les catégories par lesquelles se déploient les discriminations. En France, certaines entreprises choisissent plutôt de masquer sur les CV les informations personnelles (nom de famille à consonance étrangère, lieu d'établissement dévalorisé) pour éviter que les préjugés interfèrent dans le choix des candidats.

Autre différence apparente entre les pays mise en exergue par le rapport: l'éclairage porté au problème des écoles ghettos. Tant en France qu'en Belgique, le désinvestissement de l'Etat et les conditions économiques ont favorisé une concentration de populations stigmatisées et discriminées dans des quartiers spécifiques ainsi qu'une dévalorisation de la qualité des enseignements dans ces mêmes quartiers. L'enseignant passe alors d'un rôle d'apprentissage à celui de surveillance. Il faut analyser le problème des écoles ghettos d'une manière globale en se questionnant sur la difficulté à mettre en pratique l'idéal d'une mixité sociale, à travers le logement. Si le problème du logement et de la scolarisation existent dans nos trois pays, il n'ont pas la même importance dans les débats publics.

Il apparaît au cours des discussions une conception totalement distincte de l'interprétation des faits racistes. Si chacun de nos Etat peuvent produire des discriminations à travers leurs politiques, le racisme apparaît de manière plus saillante dans les sociétés française et belge. Le racisme est vécu de manière plus directe, choquante et quotidienne.

Le rapporteur conclut en forçant la porte de sortie : « Que faire pour sortir de cette optique ? Favoriser les actions pour installer et valoriser dans la mémoire collective la participation des citoyens d'origine étrangère dans la construction du pays et d'un projet collectif (ex : musée de l'Immigration, valorisation de la multiculturalité dans les médias de service public, augmentation du financement des associations). Il faut informer, éduquer et promouvoir le sens critique des citoyens. »

Silence dans la salle, un ange passe... Le rapport des Sages ne provoquerait-il pas la polémique ? Fausse alerte temporaire puisque l'opposition monte au créneau : « Soulignons l'incohérence entre le discours et la manière de faire de la politique ! » En Belgique, l'Etat est tellement occupé par le conflit linguistique épuisant les deux groupes dominants que les revendications particulières des communautés culturelles passent à la marge des discussions et ce malgré les prétendues velléités politiques.

La remarque du groupe tombe à pic : « Monsieur le Président, nous proposons une série d'amendements visant à établir une ligne directrice honnête au gouvernement. Nous demandons donc une reconnaissance officielle des crimes coloniaux par les Etats anciennement colonisateurs et nous devons remettre en cause les actes de domination actuels notamment envers les autochtones »

Son collègue arrive également à la même conclusion : « Nous pensons que l'Etat doit montrer l'exemple en matière de non discrimination en ouvrant la diversité dans la fonction publique et les entreprises à participation publique. Le gouvernement a trop souvent rejeté les responsabilités sur les groupes déjà marginalisés. »

Un député souligne habilement les manquements : « Quand allez-vous mettre en place un processus de reconnaissance des diplômes ? Quand allez-vous faciliter les permis de travail ? Il faut promouvoir des politiques sources d'une véritable intégration par l'emploi pour les nouveaux arrivants. »

S'attaquant vertement à la situation actuelle en matière législative, un député poursuit : « Trop longtemps, en Europe, les politiques migratoires se sont basées sur le mythe du retour dans le pays d'origine sans une politique d'accueil et d'intégration culturelle. Tant en Belgique, qu'en France, les mesures d'intégration insistent sur le 'restez dans vos quartiers' en minimisant l'importance d'une véritable mixité sociale, économique et culturelle. » Un autre s'exclame : « Nos politiques migratoires restrictives ne font que désigner les boucs émissaires : cessons de faire croire que les immigrés sont à la source de nos maux sociaux ! » Choisir des boucs émissaires, ne fait qu'occulter les vrais problèmes.

Finalement, il ne faut pas oublier que c'est le citoyen qui élit ses représentants donc c'est aussi à toi de reprendre le contrôle des institutions lors du vote électoral.

Bref, l'Etat c'est toi...

Humeur

Chasse à l'homme à Montréal

Par Luc Malghem

Après une longue journée de débat sur le thème imposé du bouc émissaire, les membres de la délégation belge se retrouvent autour de la table d'un restaurant portugais. L'une des envoyées, Sarah, lève son verre et porte un toast. « Au racisme », lance-t-elle, sérieuse comme un bloc de neige, et tout le monde acquiesce. Là-dessus, éclat de rire général. Car il faut bien rire, n'est-ce pas, le sujet est grave et puis, avouons-le, sans le racisme, l'aurions-nous fait ce beau voyage ?

Depuis quelques jours, Karim s'interroge. Où sont les racistes, ici à Montréal, ville où la multiculturalité est au cœur du discours identitaire local ? Pourquoi une semaine contre le racisme, puisque de l'avis général, à part quelques Haïtiens qui refusent de s'intégrer et préfèrent se réunir en gang pour embêter le Québécois, tout le monde est beau et gentil, ou presque ? Nous nous faisons un peu l'effet de doctes spécialistes qui débarqueraient dans une tribu de bons sauvages, les réuniraient devant un tableau noir et leur expliqueraient en terme choisis ce qu'est le racisme, en quoi, bien qu'ils l'ignorent encore et prétendent aimer tout le monde, eux aussi sont racistes, et pourquoi et comment, dès lors, il convient de combattre cette tendance. Ils sortiraient de là tout ébranlés et pour la première fois peut-être, considéreraient leur voisin d'un œil méfiant. Peut-être même qu'ils se jetteraient des boules de neige farcies de cailloux à la sortie. Peut-être même qu'ils se ratonneraient, ce serait terrible. Et nous, on demanderait des subsides et on leur proposerait une semaine pour combattre le racisme, ce fléau.

Les boucs émissaires, je l'ai déjà dit, c'est le thème de travail cette année. Les débats donc, au fil des réunions de travail, portent tout naturellement sur ceux qui les fabriquent. Sont donc désignés responsables et coupables, successivement, les Politiques, les Médias, les Experts et les Américains, avec ce crétin de Georges Bush à leur tête. Nous voilà bien avancé, tant le combat paraît inégal. En tout cas, c'est eux, pas nous. C'est déjà ça. Là-dessus, quelqu'un dans l'assemblée propose, murmurant, cette vertigineuse mise en abîme : et si les racistes étaient les boucs émissaires des antiracistes ? Personne ne relève. Contrairement à ce que se figurait Karim, les racistes existent bel et bien à Montréal, la preuve, nous en avons rencontré un, dans la rue. Riant de notre confusion tandis qu'il nous explique, le doigt brandi vers le ciel, que tout le monde est raciste, même les animaux,

même les arbres. Après cinq longues minutes à lui expliquer en quoi il se trompe, après l'avoir remercié une bonne dizaine de fois d'avoir bien voulu verser son témoignage au dossier, nous repartons avec, au moins, cette certitude : on a bien fait de venir...

Analyse

Quel bouc émissaire ?

Par Karim Cherradi

Tout le monde connaît le mécanisme du « bouc émissaire » qui consiste à accuser un individu ou un groupe minoritaire d'être à l'origine des maux dont peut souffrir la société dans son ensemble. A priori, tout le monde s'accorde à dire que c'est dangereux et injuste mais le mécanisme ne cesse de se reproduire en changeant de forme et de victime. Aurait-il une fonction régulatrice si primordiale que les communautés ne puissent pas s'en passer ?

L'ordre social est fondé sur la différence, à chacun sa place, sa fonction. Le désir mimétique met à mal cet ordre social : lorsqu'un certain seuil d'indifférenciation est atteint, il conduit à la violence et menace de détruire le groupe, la société. La société moderne vit une crise d'indifférenciation généralisée : fin de la différence entre les peuples, les classes, les rôles, les sexes... La question fondamentale qui se présente donc à toute société est de canaliser le désir mimétique et la violence qu'il entraîne. C'est là que le bouc émissaire va jouer son rôle. Il va permettre de transformer cette violence auto-destructrice de « tous contre tous » en une violence de « tous contre un » fondatrice d'un nouvel ordre et d'une paix sociale. Le sacrifice du bouc émissaire va arrêter la crise.

Afin d'expulser cette violence intestine, le bouc émissaire doit correspondre à certains critères. Premièrement, il faut que la victime soit à la fois assez distante du groupe pour pouvoir être sacrifiée sans que chacun ne se sente visé par cette brutalité et en même temps assez proche pour qu'un lien cathartique puisse s'établir (on ne peut expulser que le mal qui est en nous...). Aussi, le véritable bouc émissaire de la tradition hébraïque est à la fois différent par sa qualité d'animal et semblable par son caractère domestiqué. Deuxièmement, il faut que le groupe ignore que la victime est innocente sous peine de neutraliser les effets du processus. Troisièmement, le bouc émissaire présente souvent des qualités extrêmes : richesse ou pauvreté, beauté ou laideur, vice ou vertu, force ou faiblesse. Enfin, la victime doit être en partie consentante afin de transformer le délire de persécution en vérité consensuelle.

Au cours de l'Histoire des Hommes, les exemples ne manquent pas d'atrocités qui furent perpétrées selon le processus décrit ci-avant, un des paroxysmes étant ce que l'on a appelé la Shoah. L'Allemagne nazie s'est notamment construite sur l'idée que toutes les souffrances que son peuple devait endurer depuis la fin de la seconde guerre mondiale étaient dues à un complot planétaire dont les Juifs étaient les principaux instigateurs. Dans l'entre deux guerres,

l'Allemagne est le théâtre d'une crise économique grave, de tensions sociales exacerbées et de débordements de violence qui mènent le pays au bord de la guerre civile. Dans ce contexte, cette violence intestine va être redirigée vers des boucs émissaires tels que les homosexuels, les communistes, les Tsiganes et vers les Juifs. Ainsi, ces derniers sont à la fois pareils (Allemands, Polonais, Hongrois, Français,...) et différents de par leur judaïté, la propagande nazie leur attribue des qualités extrêmes telles que la cupidité et la malignité (les opposant ainsi à la prétendue race aryenne supérieure), cette même propagande conforte la population allemande dans l'idée que les Juifs ne peuvent par définition pas être innocents. Quant au consentement partiel des victimes, cette condition ne joue pas quand on atteint un tel degré d'horreur et de barbarie indicible : un génocide. Ici, la violence est légitimée par un racisme d'Etat : violence encadrée, méthodique, industrielle. Le mécanisme du bouc émissaire est au cœur de la déshumanisation.

Il semble clair que notre société a tendance à apaiser ses tensions internes en jetant l'anathème sur des boucs-émissaires désignés. Les immigrés, leurs descendants et les étrangers sont les figures classiques et idéales du bouc émissaire. Ces mécanismes de désignation du coupable ont comme inévitable corollaire le développement des racismes interpersonnel et institutionnel.

Rôle des inégalités socio-économiques dans la construction d'un bouc émissaire

Pauvreté ethnique, vous connaissez ?

C'est étouffant ce groupe hétéroclite embourbé dans un bocal sans air s'étouffant à discuter en l'air des boucs émissaires. Pourquoi se casser la tête sur mille et un sujets quand le terrain ne réagit principalement que sur les inégalités socio-économiques ? It's the economy, stupid ! C'est vrai quoi, toute la stigmatisation s'abat sur les groupes dominés déjà en situation précaire. Mais la vraie question tourne en boucle pour revenir s'éclater sur notre gueule : A qui profite la pauvreté ? Certainement pas aux minorités visibles, a u t o c h t o n e s o u e t h n i q u e s . C'est évident. La perception des minorités résume la source des différentes formes de racisme à la base inégalitaire de la société. Ensuite, l'attitude paternaliste de la même classe dominante (le cliché de l'homme blanc économiquement favorisé) veut « rééduquer » l'immigrant à la canadienne ou à l'européenne. Du coup, les pauvres boucs émissaires ethniques sont aussi perçus comme des importateurs de pauvreté et de misère dans la société d'accueil. Mais comment est-ce possible de rester pauvre ? La résidence permanente dans la précarité est-elle finalement volontaire ? Dans une société neutre proche d'un idéal sans fric, ce postulat serait possible mais malheureusement le quotidien des classes défavorisées se résume trop souvent à la discrimination à l'embauche, au rejet culturel et à la dévalorisation de son expérience p r o f e s s i o n n e l l e o u p e r s o n n e l l e . Un exemple ? « Non, la fourchette en plastique empêche la transmission des microbes. Je connais mon métier », explique le cuisinier d'une pizzeria montréalaise et... docteur en médecine d'origine arabe. La non-reconnaissance des diplômes est objectivement un frein à l'intégration économique. Et quand on sait que nos sociétés vénèrent le travail, on comprend toute la difficulté d'un épanouissement social et personnel. Les pratiques économiques sur le marché de l'immobilier poussent également les métropoles à favoriser une ethnisation concentrée de la pauvreté. Ghetto ou quartiers fragiles, rendre invisible dans le mobilier urbain les minorités visibles accentue pleinement l'engrenage d'un cycle mortel : pauvreté, criminalité et marginalisation. Et le comble de ce système inégalitaire veut que plus on progresse dans la richesse moins on en a besoin. Alors que le pauvre rêve d'un confort financièrement inaccessible, le riche jongle péniblement avec ses invitations VIP gratuites. L'argent ? La carotte du pauvre.

Analyse

Un rêve africain brisé

Par Irène Tapsoba

A peine 20 ans auparavant, le rêve de tout Africain était d'aller étudier en France. Mais depuis une décennie, le mythe de la France s'est cassé au profit des pays d'Amérique tels le Canada et les Etats-Unis, perçus aujourd'hui comme le paradis. Ces départs pour la plupart involontaires amènent des conséquences pour les immigrantes. Choc culturel et ghettoïsation à l'emploi sont les principaux problèmes dont souffrent les immigrantes. Même si le phénomène est général, il ne reste pas moins qu'il est triplement ressenti par les femmes en général et particulièrement celles venant d'Afrique. Le phénomène est à la fois social et économique.

C h o c c u l t u r e l

Généralement issues de sociétés patriarcales, les femmes africaines, initialement discriminées dans leurs sociétés d'origine, le sont encore davantage dans la société d'accueil. A la fois mère, travailleuse et épouse, la femme africaine a la lourde charge d'assurer le maintien du foyer. Pourtant, la nouvelle société d'accueil véhicule des valeurs assez différentes de celles de la société d'origine, ce qui constitue l'une des barrières à surmonter.

En effet, la notion de famille « élargie » se perd avec son attribut « d'entraide familiale » par la présence d'une sœur, d'une tante, d'une cousine ou même d'un domestique de maison et fait souvent place à la famille « nucléaire ». Les hommes africains généralement moins sensibles à ce système d'entraide participent peu à l'entretien du foyer. Gardienne des traditions, la femme doit veiller à ce que les enfants aient une éducation semblable à celle d u p a y s d ' o r i g i n e .

Un colloque sur les femmes immigrantes confirme que les différences culturelles occasionnent de nombreux problèmes. Une fois arrivée ici, la femme immigrante se voit chargée de l'ensemble des responsabilités parentales et le bien-être de la famille. En effet, la garde des enfants est un véritable problème vécu par les femmes africaines au Québec. L'expérience d'être une immigrante noire est marquée non seulement par la discrimination mais aussi par une perte de repères et donc alourdit considérablement la tâche domestique c h e z l e s A f r i c a i n e s .

C h o c é c o n o m i q u e

Le racisme combiné au sexisme et au classicisme dans la structure même des agents

traditionnels de prestation de service, accentue la précarisation économique des femmes des minorités visibles qui sont triplement désavantagées dans la société québécoise. Sur le marché de l'emploi, elles font face à la non reconnaissance de diplôme et de l'expérience, aux problèmes liés aux traits physiques, comme la couleur de peau, l'accent ou le port du voile.

Généralement très instruites, elles ont cependant des difficultés à valoriser leurs acquis. Les Africaines se retrouvent dans une situation où, soit il faut repartir de zéro en acquérant une formation supplémentaire dans une école professionnelle ou à l'université, soit elles se retrouvent de façon disproportionnée dans les « ghettos féminins d'emplois sous-payés » tels le ménage, les manufactures de vêtements, de chaussures ou les soins infirmiers. Enfin, une récente étude révèle que les immigrantes sont plus scolarisées que les Québécoises et Québécois « pure laine » et pourtant elles ne représentent que 4,4% des salariées des administrations publiques. Elles sont généralement surqualifiées, mais la difficulté d'accès à l'emploi ne leur permettent pas de valoriser leurs compétences. Malgré les obstacles, certaines arrivent à se frayer un chemin. La majorité reste pour l'instant surreprésentée dans les activités traditionnelles, appelées aussi les « Djossi » (terme bambara qui signifie ménage) et très souvent mal payées.

Le maintien de l'ordre

Justice «Bouc émissaire» ?

Le système judiciaire participe au maintien de l'ordre et de la paix sociale. Il a pour fonction première d'appliquer la loi. Paradoxalement, depuis l'interpellation de l'individu jusqu'à sa condamnation, la mise en œuvre concrète des moyens judiciaires de l'État peut contribuer à la construction de boucs émissaires.

L'action de la police est aujourd'hui tournée prioritairement vers les classes dites «défavorisées». Ainsi, les moyens mis en œuvre pour régler les questions d'insécurité urbaines sont sans commune mesure supérieurs à ceux mis en œuvre pour combattre la criminalité en «col-blanc». Cette «criminalisation de la pauvreté», peut dériver vers une criminalisation de certains groupes ethniques qui deviennent, de part leur précarité sociale et économique, des groupes criminogènes. De fait, tout au long de la chaîne pénale, on constate une sur-représentation des «minorités visibles». Par exemple, au niveau de l'action policière, elles sont plus souvent contrôlées et plus souvent victimes de brutalités.

Racisme opératoire

Cependant, le débat autour du racisme policier manque bien souvent de nuances. Si certains vont nier tout excès ou «bavure», d'autres vont l'accabler de tous les maux et la traiter de corps profondément raciste. Il convient de préciser que dans nos sociétés la police est une police de rue. Elle fréquente la population de la rue, où l'on retrouve majoritairement les «minorités visibles». Ces dernières sont en effet plus souvent au chômage ou déscolarisées. La police étant plus souvent en contact avec ces minorités, elle est plus souvent amenée à les contrôler. D'autant plus quand les pouvoirs publics lui demande de contrôler l'immigration, par exemple... C'est dans le cadre de cette mission que va se manifester le «déficit de faciès» à travers «un racisme opératoire». Le policier estime qu'il a plus de chance de découvrir une situation irrégulière en contrôlant les personnes

«Bronzées». Une optique administrative d'efficacité et de rentabilité, comme l'exige la «Tolérance zéro» par exemple, peut amener les policiers à développer une «Présomption de culpabilité» concernant certaines populations cibles. Le racisme s'inscrit ainsi dans une logique faussée et dangereuse de recherche de résultat.

Par contre, l'instrumentalisation des forces de police par les institutions politiques peut poser problème. Alors que la consommation de cannabis est généralisée dans l'ensemble de la société, quelle que soit la classe sociale ou l'origine ethnique, la force publique consacre son action sur les classes défavorisées de plus en plus majoritairement constituées d'individus d'origine immigrée. Cette action ciblée et injustifiée contribue à la construction de bouc-émissaire. Elle explique aussi la sur-représentation des «Minorités visibles» dans les taux d'incarcération. Celles-ci se retrouvent plus souvent devant la justice et sont également plus facilement et/ou plus lourdement condamnées que la «Majorité invisible».

Il n'est également pas inutile de rappeler que bien souvent les forces de police ou les personnels de justice sont stigmatisés en raison de leur profession. Ils se retrouvent eux même victimes de préjugés et ce sont donc les Boucs émissaires d'une frange de la population.

Un cercle vicieux ?

La sur-représentation des populations dites «De couleur» légitime les *a priori* racistes qui ont pour eux la force de l'évidence «Les Arabes ou les Haïtiens sont des voleurs, c'est bien pour cela qu'ils sont plus souvent emprisonnés». Les acteurs du système pénal (policiers, juges, etc.) ne sont sans doute pas eux-mêmes hermétiques à ces idées reçues qui peuvent leur sembler justifiées au quotidien et qui peut les amener à sanctionner plus sévèrement ces populations. On peut également émettre l'hypothèse d'une intériorisation de ces préjugés par les minorités elles-mêmes. La sur-représentation des «Minorités visibles» dans le système pénal et, *a contrario*, leur invisibilité dans les sphères du pouvoir (politique ou médiatique par exemple) et les discriminations subies (à l'embauche et au logement notamment), les poussent, par fatalisme, à «Choisir» la voie de la délinquance.

Par ailleurs, chacun étant le bouc-émissaire de l'autre, la méfiance, l'incompréhension voire la haine peuvent s'installer entre institution policière et judiciaire d'une part et «minorités visibles» d'autre part. Ce cercle vicieux ne peut qu'immanquablement mener à une spirale de l'intolérance qu'il s'agit de briser...

La nécessité du dialogue

Résoudre ces problèmes de racisme et d'intolérance doit passer par la compréhension et le dialogue. Or, la formation des policiers semble incomplète. Des policiers, très jeunes, récemment sortis de l'école de police, ont à intervenir dans des situations pour lesquelles ils ne sont pas préparés. En France, par exemple et malgré de récentes ouvertures aux «minorités visibles», le corps policier reste largement composé d'individus provenant de province et méconnaissant la problématique des banlieues, où ils vont pourtant faire leurs premières armes. La révision de la formation policière pourrait passer par une sensibilisation, tant pratique (stages, rencontres, etc.) que théorique, au problème des quartiers dits «défavorisés». Au Québec, par exemple, la formation des policiers vient d'intégrer un volet ayant pour objectif la prévention du «profilage racial». Il faudrait également insister sur la corrélation entre violences sociales (chômage de masse par exemple) et violences urbaines. Quand les pauvres volent les riches, c'est qu'ils veulent eux aussi accéder à la société de consommation, dont ils sont rejetés... En fait, beaucoup d'actes criminels sont imputables à une problématique plus large et qui est de nature socio-économique. Il semble aujourd'hui absolument primordial que les politiques reconnaissent publiquement cet état de fait et en fasse une priorité.

Humeur

Les Bougons, c'est nous

Par Karim Cherradi

Dans un pays (le Québec...) dont la politique d'immigration semble ouverte et cohérente, où les criminels sont des motards du terroir - les Hell's Angels - et où la représentation du profiteuse du système est la famille «Bougon» - Québécois blancs «pur laine» - j'avoue avoir eu du mal à percevoir les formes que pouvait prendre le racisme. Paumé

Le cas Bougon est celui qui m'a le plus perturbé. Je me suis dit : « Formidable ce pays où les vraies questions sont posées ! ». L'équation *profiteurs = étrangers* tellement utilisée en Europe n'étant pas posée, il y a enfin un espace pour développer une conscience de classe qui transcenderait la diversité de nos origines et s'attaquer au cœur du système. « Camarades, le Capital et le libéralisme débridé ne nous détruiront pas ! ». Et d'entonner : « C'est la l u u u u t t e f i n â â â â l e ... ». Ma fièvre hystérico-marxiste étant retombée avec la lourdeur d'un(e) Poutine, je m'interrogeai sur la pertinence de mon analyse (et sur les effets du décalage horaire...). Logique implacable : pas de *semaine contre le racisme* sans racisme. Mais où ? Revenons-en aux Bougon, s'ils sont si populaires c'est que la série est de qualité, bien écrite, drôle et provocatrice. Les Québécois ont une tendresse pour cette famille qui « fourre le système », beaucoup se reconnaissent en eux et certains s'identifient volontiers aux personnages : « les Bougons, c'est nous ! ». Formidable ! Mais questions ! A-t-on le droit de fourrer le système si l'on est noir ou arabe ? L'émission aurait-elle pu s'intituler « Les Diouf », « Les Chang » ou « Les Ben Loden » ? « Ah, non » m'affirme une amie Québécoise, « Ça c'est raciste ». Raciste ? Pourquoi ? Les *minorités visibles* ne fourrent pas le système ? Est-ce que ça renforcerait des préjugés ? Racisme, préjugés ? « Ouf ! Je retrouve enfin mes bons vieux repères ». Me voilà presque rassuré...

Non, aujourd'hui au Québec les Bougons ne peuvent évidemment être que blancs. Absence de racisme ou racisme subtil ? Même la série la plus *trash* se doit de rester politiquement correcte en la matière...

Peut-être qu'un jour, lors d'un de mes prochains voyages dans la *Belle Province* j'aurai la surprise, en zappant, de tomber sur la série «Les Chang/Diouf/Ben Loden», mais ce sera plus que probablement sur une chaîne de télé communautaire...

Haro sur les médias

Dérapages, emballements et surenchères médiatiques, sensationnalisme, traitement manichéen et feuilletonnesque de l'information, information sélective, réductrice, mise en scène, etc. Quand on se penche sur le phénomène des boucs émissaires, il est de bon ton - et certainement légitime - de questionner le rôle des médias. Mais les médias en sont-ils responsables, co-responsables, et en quoi? Quelques questions, soulevées au cours des débats.

Ne convient-il pas, par *médias*, entendre d'abord tous les producteurs et diffuseurs de discours : médias au sens strict (presse, radio, télévision), mais aussi hommes politiques, scientifiques et autres spécialistes, publicitaires, etc. Les uns ne sont-ils pas tributaires des autres pour exister (se faire élire, financer leurs recherches, vendre des savonnettes) ?

Pourquoi la concurrence commerciale entre les médias entraîne-t-elle une uniformisation du discours alors que l'offre d'information peut sembler large et de plus en plus variée ? Qui est responsable ? Le média ou celui qui le consomme ? L'œuf ou la poule ?

Dans une société dite «du spectacle», faut-il s'étonner qu'une bonne partie de la production médiatique obéisse aux règles du genre, à savoir des règles basiques dans tout type de dramaturgie – à la base, toujours un conflit (on n'informe pas sur les trains qui arrivent à l'heure) des protagonistes récurrents et fortement caractérisés (y compris physiquement), des suspenses et des rebondissements... Bref, tout ce qui crée chez le spectateur-lecteur-consommateur une attente qu'il conviendra ensuite de compléter ...

Si une grande majorité des journalistes exercent certainement leur profession avec sérieux et déontologie, comment s'étonner que dans une société de consommation rapide, où les gens sont bombardés de messages de toutes sortes, ceux qui ressortent apparaissent forcément comme simplifiés ?

La simplification n'est-elle pas le corollaire du bouc-émissariat ? Le bouc-émissariat n'est-il pas le corollaire de la bonne conscience du spectateur-lecteur-consommateur, dispensé ainsi de se voir renvoyé à sa propre responsabilité

d a n s c e q u ' i l r e f u s e d e v o i r ☐

La logique marchande inhérente au système capitaliste influence tous les secteurs d'activité. Y compris les médias. Y compris les médias dits «de service public».

L'Etat remplit-il sa mission en matière d'information ☐ Oui ☐ Non ☐ Pourquoi ☐

Quant on connaît les conditions de travail des journalistes et le temps qu'ils peuvent raisonnablement, s'ils ne veulent pas crever de faim, consacrer à la rédaction d'un article ou à la fabrication d'un sujet, comment peut-on leur demander en même temps d'être profonds ou simplement correctement documentés ☐

La dictature de l'instant ne génère-t-elle pas automatiquement la superficialité ☐

Quand des violences quotidiennes (discriminations à l'embauche, au logement, inégalités, etc.) sont systématiquement reléguées au second plan, voire absentes de l'actualité, n'est-il pas légitime de voir dans cette dernière le reflet du système de valeurs dominant, et des rapports de force qui régissent la société ☐ A qui profite le

crime crapuleux qu'on étire au début de JT ☐

Quelle est la légitimité de ceux qui parlent dans les médias ☐ Le simple fait de passer dans les médias rend-il légitime ☐ Pourquoi sont-ce justement ceux-là qui passent

d a n s l e s m é d i a s ☐ ?

Les vrais experts, au sens non péjoratif du terme, n'ont-ils pas le devoir d'expliquer/vulgariser leur point de vue, bref, de s'emparer des médias ☐ Pour tenter de r e c o m p l e x i f i e r u n p e u l e m o n d e ?

Comment peut-on accepter que dans une société où la seule source d'information, où le seul rapport au monde, après le parcours scolaire, se résume pour beaucoup à un poste de télévision, comment peut-on accepter que l'école puisse se dispenser d'un sérieux cours d'éducation aux médias (le montage comme producteur de sens, techniques de manipulation, les intentions de l'émetteur du discours, etc.) ☐

Critiquer les médias suffit-il à favoriser l'esprit critique de ceux qui les consomment, c'est-à-dire nous tous, journalistes y compris ☐

Les journalistes doivent-ils être les boucs émissaires des paradoxes et des petites lâchetés et démissions quotidiennes qui, peut-être, nous concernent tous ☐

Analyse

Insécurité □ la faute aux médias ?

Par Julien Haution

Au tournant du siècle, en France, le traitement médiatique de l'insécurité a fortement stigmatisé les jeunes des banlieues et notamment les « arabomusulmans ». Si certains médias, hélas nombreux, ont produit une information chargée de préjugés culturalistes, la construction même du débat public rendait plus difficile d'autres approches.

L'anecdote est instructive. Pour préparer un papier sur « l'ultraviolence » des jeunes, un journaliste d'un grand hebdomadaire français a la bonne idée d'interroger un sociologue spécialisé sur les homicides. Ce dernier, sans doute moins inspiré que certains « experts » sécuritaires, lui expliqua qu'il ne s'était pas produit de changement majeur ces dernières années, que les homicides n'étaient pas plus nombreux, qu'il n'impliquait pas plus de mineurs, et que les mobiles restaient inchangés. De cette entrevue et des documents fournis par le sociologue, rien ne fut gardé pour la publication. Par contre, on pu lire dans l'hebdomadaire □ « Aujourd'hui on tue pour rien. [...] On tue plus jeune et, peut-être, on tue plus facilement. Pour un regard, pour une cigarette refusée ou pour un arrosage de fleurs qui inonde le balcon ... P o u r r i e n . □ »

La faute du journaliste est indiscutable mais il serait trop facile de lui faire porter, à lui seul, le chapeau. La rédaction en chef a sans doute rejetée cette information parce qu'elle remettait en cause le sujet lui même □ sans changement majeur comment justifier la médiatisation du thème de l'insécurité ? Plus fondamentalement, les journalistes ne sont pas des oiseaux planants au dessus de la société, des individus qui ne seraient pas influencés par le débat public tel qu'il est construit, certes par les médias, mais aussi par les politiques, les associations ou les syndicats. Le discours du sociologue est *inaudible* pour le journaliste parce que la construction du débat public interdit la tenue d'un tel discours. D'autant plus lorsqu'il y a consensus de l'ensemble des producteurs de discours. A gauche comme à droite, les politiques ont stigmatisé les « sauvages » et autres « racailles », les syndicats de police et même

la gendarmerie – chose inédite dans toute l’histoire de la 5^{ème} république – sont descendus dans la rue, et il s’est même trouvé une association anti-raciste censée représenter, du moins pour les médias, les banlieues, pour dénoncer «*Des cinq milles gangsters {...} qui terrorisent les quartiers, violent les filles en tournantes, cament leurs petits frères jusqu’à l’os, s’équipent en arme de guerre et tiennent chambre de torture dans les caves.* »

Le débat public est donc co-produit par différents acteurs qui s’alimentent les uns les autres. Ne pas oublier cette responsabilité collective, c’est échapper à la tentation de faire des journalistes les seuls bouc-émissaires.

Crises et bouc émissaire

Passage de la théorie à l'acte

Pas de scoop, que ce soit en France en Belgique ou au Québec□la mondialisation et le projet libéral sont partout sources de mécontentement. Les alter mondialistes grondent, organisent des forums et en appellent à la révolution. La logique capitaliste est décriée et ses défenseurs ne savent plus à quel saint se vouer. Impératif de dénicher un coupable, de trouver celui que l'on accusera de tous les dégâts sociaux. Le bouc émissaire idéal que l'on encensera à l'unanimité, celui qui absorbera les remous des crises du moment. L'idée géniale qui a émergé dans l'esprit de certains est de glisser insidieusement d'une problématique économique voire politique à des données beaucoup moins tangibles donc beaucoup moins attaquables. Vaux mieux parler de couleur, religion, ou ethnie... la suite est bien connue.

L'histoire se répète et se ressemble□ne changeraient les acteurs et les lieux. Un peu comme une série B de seconde zone, les mêmes scénarios sont recyclés à chaque nouvel épisode□ le mobile reste la crise, le coupable□ cet Autre qui ne nous ressemble pas. La victime□ les gens bien pensants, ce corps local, national ou international dépouillé de la gangrène. La seule originalité du scripte□ ce bouc émissaire par définition n'a pas d'alibi donc coupable sans autre forme de procès. A chaque crise son bouc émissaire. Durant la guerre froide, l'ennemi était le communisme désigné comme le péril rouge; dans les années 50, c'est le péril jaune qui est mis en avant suite à la révolution chinoise et à la menace démographique du continent asiatique; la révolution iranienne dans les années 70 permettra de mettre en scène les porteurs de la religion musulmane comme les boucs émissaires parfaits ; le choix du réalisateur sera conforté par les deux guerres du Golfe, et l'apothéose du 11 septembre 2001. Reste qu'être là au bon moment ne suffit pas à construire un bouc émissaire□qui rapporte : encore faut-il être crédible, naturel. Plusieurs boucs émissaires `crédibles` sommeillent au sein de chaque société. La Belgique et la France se partagent le même groupe bouc émissaire phare□ le musulman et l'immigré mais une combinaison des deux fait tout aussi bien l'affaire, et être noir

c'est mal aussi. Le Québec s'adjuge deux boucs émissaires, l'Autochtone et l'Haïtien, qui arrivent en tête. Tous ces boucs émissaires sont crédibles parce qu'ils renvoient à l'imaginaire collectif bourré de stéréotypes et de préjugés hérités du passé colonial. Cette mémoire collective est entre autre alimentée par les manuels scolaires, la religion, les traditions, les médias et la manière dont ils couvrent les événements et le contexte international.

Pour bien faire les choses et épargner du temps *toujours cette chère logique capitaliste* les boucs émissaires sont réutilisables pour différentes crises, différents contextes et à différents moments. Plus un groupe présente de différences prononcées et a un CV riche en stéréotypes et en préjugés, plus ce groupe sera sollicité et plus il devient crédible et naturel le bouc émissaire idéal autrement dit.

La population d'origine maghrébine dans le contexte européen en est une parfaite illustration. Pour expliquer la crise économique qui éclate dans les années 70 et qui se prolonge encore aujourd'hui, les travailleurs immigrés ont endossé la peau du bouc émissaire. Quelque temps plus tard, ce sont les enfants de ces derniers qui sont considérés comme la cause des dysfonctionnements du système.

A partir des années 90, le contexte international va fortement contribuer à maintenir la population maghrébine dans sa position du bouc émissaire `chouchou` Petite nouveauté: ce ne serait plus l'Arabe qui dérange en tant que tel mais plutôt son côté musulman. Cette orientation se fait ressentir notamment en Belgique et en France, où les populations d'origine maghrébine de confession musulmane deviennent la cible d'attaques fréquentes.

Les procès d'intention sont dès lors monnaie courante, et l'actualité ne manque pas de refléter fidèlement le pacte approuvé tacitement (affaire du voile, association entre jeunes issus de l'immigration et criminalité ou encore association entre musulmans et terroristes...). Le bouc émissaire 'maghrébin' est donc crédible dans la mesure où il rassemble plusieurs caractéristiques la fois : il vient de pays anciennement colonisés, il occupe une position socio-économique fragilisée dans la société d'accueil, et pour bien faire, il répond aux exigences de la crise internationale puisqu'il est musulman et sa médiatisation fait les beaux jours des

d i f f u s e u r s

d ' o p i n i o n s .

Bref, la crise fabrique le bouc émissaire.

DOSSIER

Roms ☐ la politique du pire ?

Par Agathe Vergne

Quelque soit le pays d'Europe, les Roms rencontrent la même méfiance, le même racisme, et doivent faire face aux mêmes stéréotypes et aux mêmes discriminations. En France, les Roms vivent pour la plupart dans des conditions indignes d'un pays développé.

Les candidats à l'immigration survivent pour la plupart dans des terrains vagues autour de Paris, sans eau ni électricité. Preuve du peu de cas que la France fait de ces personnes, le gouvernement a déclaré en 2003 que les Roms « ☐taient un problème à régler ☐ ». Suite à cette politique explicitement offensive, expulsions musclées et reconduites à la frontière sont le lot quotidien des familles roms.

Le jour se lève sur la banlieue parisienne. Le camp de Roms est installé depuis quelques mois, coincé entre la voie ferrée et la bretelle d'autoroute. Triste décor pour deux jeunes Roms roumains de 11 et 8 ans. Après le voyage interminable et dangereux depuis la Roumanie, la petite famille de Salcutja a échoué dans un baraquement de fortune, concentré de misère et de résignation. Persécutés et accablés par la pauvreté dans leur pays ils sont venus en France pour tenter leur chance comme des milliers d'autres avec un simple visa de touriste.

Denis et Mariana, les enfants de Salcutja, sont les seuls enfants du camp qui fréquentent l'école. Après une bataille avec l'administration, les petits ont pu être finalement scolarisés, mais ce semblant de stabilité, qui protège les enfants des trafics et de la mendicité, est sans cesse menacée.

La veille, la police est passée et a annoncé l'évacuation prochaine du camp¹. Le terrain a été déclaré « ☐hsalubre ☐ » par la préfecture, bel exemple de cynisme de la part des autorités représentatives de l'État.

¹ C'est la préfecture de police qui décide des opérations de police de ce type, pas les maires représentant des communes où sont installés les camps.

En réalité, les comités de riverains ne supportant pas la présence supposée dérangeante des Roms, font pression sur les autorités, qui obtempèrent sous couvert d'un arsenal réglementaire et législatif destiné officiellement à maintenir l'ordre et la salubrité publique. Certaines familles en situation irrégulière ont décidé de partir pour éviter une possible reconduite à la frontière, beaucoup se cachent dans les bois pour éviter les contrôles. Salcutja a décidé de rester sans grand espoir, ne sachant où aller. Elle a déjà effectué les démarches auprès de la préfecture pour obtenir des papiers et le droit de travailler.

Comme les autres migrants, elle attend. Ses enfants sont scolarisés, elle a donc obtenu le droit de rester sur le territoire. Préventivement, elle a confié ses enfants à l'institutrice qui a accepté d'héberger Denis et Mariana pour leur éviter une nouvelle fois l'épreuve d'une descente de police.

Faux prétextes pour vrais traumatismes

Le mécanisme est bien rodé. À six heures du matin, plusieurs cars de CRS² débarquent sur le camp. Les collectifs de soutien venus manifester pacifiquement sont repoussés violemment. Les abris de fortune sont vidés de leurs occupants au moyen de gaz lacrymogènes si les individus refusent de sortir. Pas de ménagement. Quelques minutes sont laissées pour récupérer quelques affaires personnelles.

Les forces de police séparent les hommes des femmes et des enfants. Destination, poste de Police. Les Roms en situation régulière sont relâchés et livrés à eux-mêmes. Il est impensable de revenir au camp. Entre temps, les caravanes ont été détruites, les baraques rasées, les maigres biens jetés dans des bennes à ordures... Question de salubrité publique... La police ira chercher les enfants à l'école...

Ces interventions traumatisantes et humiliantes sont parfaitement légales, bien que toujours à la limite du droit. Les associations de défense des Roms d'Ile de France constatent régulièrement des exactions manifestes à l'encontre des Roms, destructions d'instruments de musique, papiers d'identité déchirés... Les Roms ne sont pas bienvenus en France, et leur présence suscite toujours des actes de rejet et de crispations. Dans un pays où la misère visible dérange, les Roms sont de parfaits

² Compagnie Républicaine de sécurité, chargée du maintien de l'ordre.

boucs émissaires. Pourtant, ces évacuations violentes ne régleront pas le problème : les camps de fortune se reformeront ailleurs.

Ces interventions aggravent bien évidemment la situation des Roms, car elles détruisent le fragile travail accompli par les associations de terrain pour la scolarisation ou le suivi médical des enfants et des parents. En s'en prenant à la pauvreté l'État ne fait que la renforcer, et à ce jour, peu de politiques publiques sont mises en place pour améliorer le sort des Roms. La misère ne se déplace pas comme la poussière.

Dans ce constat pessimiste, certaines histoires sortent heureusement de cet engrenage. Grâce à la scolarisation des enfants, qui ont appris à parler français en quelques mois, Salcutja a pu rester en France. Fait rare et encourageant, la mairie d'Achères a décidé de prendre de front le problème au nom de la dignité humaine. Elle a mis à disposition de deux familles un logement décent sur un terrain municipal. Pour l'obtention des papiers auprès de la préfecture, il faudra encore attendre...

Chiffres clés

- 7 à 9 millions de Tsiganes en Europe, c'est la minorité la plus importante dans l'Europe des 25.
- Environ 300 000 Tsiganes en France soit 2% de la population française.
- 1.2 à 2.5 millions en Roumanie soit 10% de la population roumaine.
- 40% des Tsiganes de Roumanie et de Bulgarie vivent avec moins de 2.15\$/jour.
- En France l'espérance de vie d'un Tsigane est de 15 ans inférieure à celle d'un sédentaire.
- Génocide nazi a fait de 400 000 à 500 000 victimes Tsiganes

Tsiganes □

Onze siècles de persécutions

Par Céline Diogo

Depuis leur arrivée en Europe, les Tsiganes n'ont jamais cessé d'être stigmatisés

«Sales, voleurs de poules, d'enfants, jeteuses de sorts», les préjugés touchant les Tsiganes existaient déjà au 13^{ème} siècle lorsque ces populations originaires du Nord de l'Inde, sont arrivées par vagues de migrations successives en Europe Orientale avant de gagner l'ouest du continent à la fin du Moyen-Age. Ces nomades étaient spécialisés dans des métiers liés au fer et aux chevaux. En France, on signale pour la première fois la présence de Tsiganes le 22 Août 1419 à Mâcon.

En d'autres termes ils sont nos concitoyens depuis plus de 500 ans □ Au début l'accueil des populations est plutôt correct. La curiosité, voire l'admiration l'emporte sur l'antagonisme. A partir du 16^{ème} et du 17^{ème} siècles la tolérance s'amenuise et la répression se développe. Les Tsiganes sont considérés comme des étrangers, comme "une race" à part et les déportations dans les colonies se développent au 18^{ème} siècle. De tout temps les Tsiganes ont été suspectés d'être des espions, des voleurs... Bref, de parfaits bouc-émissaires. L'État les a toujours considérés comme une population «flottante» et de ce fait non maîtrisable.

Aussi un carnet anthropométrique est mis en place en 1912 alors qu'il n'existe pas de carte d'identité à l'époque. Il disparaîtra en 1969. Le carnet sera surnommé "le gros livre". Outre deux photos, on y retrouve les empreintes digitales des voyageurs. Mais, surtout, l'État oblige les nomades à le faire tamponner à l'entrée et à la sortie de chaque commune. Ainsi l'État a pu constituer un fichier national des nomades. Au 20^{ème} siècle, le génocide hitlérien fait près de 500 000 victimes. Ce chiffre symbolique – le peu d'études sur ce génocide, «*Amudaripen*», ne permet pas de dresser un bilan précis – est revendiqué par les associations romanis du monde, par respect pour ce génocide qui reste l'un des plus méconnus de l'histoire de l'humanité.

Les Tsiganes furent déclarés « À exterminer » par les nazis, mais tous les régimes

d'Europe ont accepté ce diktat sans broncher et tous les régimes les ont parqués dans des camps. Aujourd'hui, les Roms constituent la plus importante minorité d'Europe et vivent toujours aux marges de la société.

Terminologie

Dans les développements suivants c'est le terme de Tsigane qui sera prioritairement utilisé. Ce terme est générique, en France il est neutre. Néanmoins il est injurieux dans certains pays, comme la Roumanie par exemple, où les populations concernées préfèrent utiliser le mot Rom.

Aujourd'hui en France on peut distinguer trois groupes □ les Manouches, les Gitans vivant surtout dans le sud de la France et les Roms.

Les trois termes de *Gitan*, *Manouche* et *Roms* sont corrects, respectueux et valables. Ils peuvent être employés sans problème.

Le mot Rom dans la langue romani, veut dire époux, Homme et/ou membre de la communauté. Les Roms ont longtemps vécu en Europe de l'Est et sont aussi, des trois sous-groupes, de loin, les plus nombreux.

Les Gitans ont longtemps vécu en Espagne et les Manouches en Allemagne. Ailleurs en Europe d'autres groupes existent sous le nom de : Yéniches, Sintis, Kalés.

90% des Tsiganes en Europe sont aujourd'hui considérés comme sédentarisés.

En France certaines familles (environ 20% des familles Tsiganes françaises) pratiquent toujours l'itinérance en caravane. Ces déplacements répondent toujours à un besoin économique, familial ou religieux.

Pour autant, les Tsiganes français éprouvent un sentiment d'appartenance territoriale, ce ne sont pas des gens de nulle part.

